

# Mesures d'exécution en matière de pension alimentaire

Les organismes de pension alimentaire disposent de moyens pour encourager les parents à régler leur dette de pension alimentaire.



Lorsque le tribunal rend une ordonnance de pension alimentaire payable à l'Unité de recouvrement des pensions alimentaires (Support Collection Unit, SCU), le Bureau des services des pensions alimentaires (Office of Child Support Services, OCSS) l'exécute. L'exécution de cette ordonnance prend fin lorsqu'elle est résiliée et intégralement payée.

- Les mesures d'**exécution administrative** permettent à l'OCSS de recouvrer les arriérés de pension alimentaire et d'inciter les parents à les régler. Aucune audition au tribunal n'est nécessaire. Ces mesures sont à la disposition de l'organisme chargé du recouvrement des pensions alimentaires en vertu des lois fédérales et étatiques. Un avis est envoyé par courrier au domicile des parents afin de les informer de ce qui va se passer. L'avis fournit également des instructions pour se conformer à la décision ou la contester.
- Les mesures d'**exécution judiciaire** suivantes nécessitent une audition devant le tribunal:

Pour en savoir plus sur la manière de répondre à une mesure d'exécution ou de la contester, consultez le site

<https://childsupport.ny.gov/order/enforce> ou utilisez le code QR. →



## Mesures d'exécution administrative

### Montant supplémentaire

Les parents qui versent une pension alimentaire à partir de leur salaire peuvent être tenus de payer un supplément de 50 % de leur obligation s'ils prennent du retard dans le paiement de la pension alimentaire. Le montant de la saisie-arrêt sur salaire reviendra au montant fixé par l'ordonnance du tribunal une fois la dette remboursée.

### Compensation par remboursement d'impôt

Si le parent a droit à un remboursement d'impôt fédéral ou étatique, tout ou partie de ce remboursement peut être utilisé pour régler les arriérés de pension alimentaire. C'est le cas pour les remboursements d'impôt de l'État de New York si le montant des pensions alimentaires dues est d'au moins \$50. Un remboursement d'impôt fédéral est compensé si le montant dû est d'au moins \$500 (\$150 si l'enfant reçoit une aide financière en espèces).

### Interception d'un prix de loterie

Les parents qui gagnent \$50 ou plus à la loterie de l'État de New York verront leurs gains versés à leur dossier de pension alimentaire s'ils ont une dette d'au moins \$600.

## Exécution d'un bien

L'OCSS peut procéder à la saisie des comptes bancaires et autres biens financiers d'un parent afin de régler sa dette de pension alimentaire. Les fonds déposés sur un compte bancaire peuvent être prélevés si au moins deux mois de pension alimentaire et un montant de \$300 sont dus. Les parents qui versent une pension alimentaire à partir de leur salaire ne verront pas les fonds de leur compte bancaire prélevés à moins qu'ils ne disposent de plus de \$3,000 sur leur compte.

## Suspension du permis de conduire

Le permis de conduire d'un parent peut être suspendu s'il doit quatre mois ou plus de pension alimentaire. Le permis ne sera pas suspendu s'il verse une pension alimentaire à partir de son salaire. Il ne sera pas non plus suspendu s'il bénéficie d'allocations publiques ou a de faibles revenus. La suspension du permis peut être levée si le parent règle tous les arriérés de pension alimentaire dus. Elle peut également être levée si le parent fournit des informations sur son emploi et signe un accord de paiement. Dans certaines circonstances, le Département des véhicules motorisés (Department of Motor Vehicles) de l'État de New York peut lever la suspension afin de permettre les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

## Signalement aux organismes d'évaluation du crédit

Les parents qui doivent au moins \$1,000 ou deux mois d'arriérés de pension alimentaire verront leur dossier transmis aux organismes d'évaluation du crédit (Consumer Reporting Agencies, CRA). Cela entraîne une mention négative dans le profil de crédit du parent et peut affecter sa capacité à obtenir un crédit (par exemple, hypothèques, prêts automobiles, cartes de crédit, etc.).

## Renvoi au Département des impôts et des finances de l'État de New York

Le Département des impôts et des finances de l'État de New York (Department of Taxation and Finance, DTF) est informé lorsqu'un parent doit quatre mois ou plus de pension alimentaire, pour un montant total de \$500 ou plus. Cela peut entraîner l'identification et la saisie de biens (par exemple, bateaux, maisons ou voitures) afin de régler les arriérés de pension alimentaire. Les parents qui bénéficient d'allocations publiques ou qui ont de faibles revenus sont exemptés du renvoi au DTF. Les parents qui versent une pension alimentaire à partir de leur salaire au moment où ils sont identifiés pour le DTF sont exemptés du renvoi au DTF. Les parents qui commencent à verser une pension alimentaire à partir de leur salaire après avoir été sélectionnés pour le DTF ne sont pas exemptés du renvoi au DTF.

## Refus de délivrance ou de renouvellement de passeport

Le département d'État (State Department) des États-Unis refusera de délivrer ou de renouveler un passeport à tout parent ayant une dette de pension alimentaire d'au moins \$2,500. Pour obtenir un nouveau passeport, le parent devra d'abord régler sa dette de pension alimentaire. Le parent peut toutefois être en mesure d'obtenir un nouveau passeport en cas d'urgence.

## Refus de délivrance ou de renouvellement de licence commerciale et professionnelle pour la ville de New York

Un parent peut se voir refuser l'obtention ou le renouvellement d'une licence délivrée par les organismes de la ville de New York. Cela se produit lorsque le parent a une dette de pension alimentaire de quatre mois ou plus. Le parent doit régler l'intégralité de sa dette de pension alimentaire ou conclure un accord de paiement pour obtenir la licence. Il peut également fournir une lettre indiquant qu'il a besoin de la licence pour trouver un emploi.

# Mesures d'exécution judiciaire

## Requête pour violation

Une requête pour violation est utilisée pour demander au tribunal des affaires familiales d'exécuter l'ordonnance de pension alimentaire. Cela se produit lorsque le parent n'a pas respecté l'obligation de paiement de l'ordonnance du tribunal. Une requête pour violation peut être déposée par le parent gardien ou par l'OCSS. Les conséquences d'une requête pour violation peuvent être les suivantes :

- **Jugement d'exécution de paiement**  
Le tribunal détermine le montant que le parent doit payer. Un taux d'intérêt de 9 % est appliqué sur les arriérés jusqu'au remboursement intégral de la dette.
- **Droit de rétention**  
Le tribunal peut imposer un droit de rétention sur les biens d'un parent. La dette de pension alimentaire doit être intégralement remboursée avant que les biens puissent être vendus ou transférés.
- **Caution en espèces**  
Les parents qui ne paient pas régulièrement leurs pensions alimentaires peuvent être tenus de verser une caution pour garantir le paiement futur de ces pensions.
- **Orientation vers les services pour l'emploi**  
Le tribunal peut exiger que le parent participe à un programme de services pour l'emploi. Ce programme l'aidera à suivre une formation, à acquérir des compétences professionnelles et à trouver un emploi.
- **Arrestation/emprisonnement**  
Le tribunal peut émettre un mandat d'arrestation si le parent ne se présente pas à l'audition pour violation. Un mandat peut également être émis en cas de retard important dans le paiement de pension alimentaire. Si le parent ne paie pas la pension alimentaire de manière intentionnelle, il peut être condamné à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois.

## Suspension des licences professionnelles, commerciales et d'accréditation professionnelle délivrées par l'état

Le tribunal peut suspendre les licences délivrées par l'État si le parent a des arriérés de pension alimentaire d'au moins quatre mois. Parmi les organismes d'État de l'État de New York qui délivrent des licences figurent le Bureau d'administration judiciaire (Office of Court Administration), le Département de la conservation de l'environnement (Department of Environmental Conservation), le Département de l'éducation (Department of Education), le Département d'État (Department of State) et l'Administration des alcools (Liquor Authority).

## Renvoi pour poursuites pénales

Le non-paiement délibéré d'arriérés de pension alimentaire constitue une infraction fédérale. L'OCSS peut demander des poursuites pénales auprès du Bureau du procureur des États-Unis (United States Attorney's Office) ou du Bureau du procureur de district (District Attorney's Office) lorsque la dette accumulée est importante. Cette mesure peut être prise si tous les autres mécanismes d'exécution ont échoué. Le parent doit avoir délibérément enfreint l'ordonnance de pension alimentaire.